

Questions orales

je cite, «regrettable que cette taxe soit imposée aux livres». Est-ce que le gouvernement va prouver aux étudiants que le premier ministre croit réellement ce qu'il disait? Est-ce que le gouvernement est prêt à s'engager que son projet de loi, modifiant la TPS, va aussi supprimer la TPS sur les livres?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): L'honorable député dit que les Canadiens ne sauront pas quelle taxe ils auront à payer. Je crois qu'ils le savent très bien. Ils l'indiquent, d'ailleurs, dans les sondages. Lorsqu'il s'agit de parler de certaines catégories de personnes ou de certains commerces, c'est tout à fait autre chose. Il s'agit de bonifier un système qui est connu et c'est ce que nous allons faire. Quant à la taxe sur les livres, je rappellerai à l'honorable député qu'il y a déjà à l'heure actuelle, dans le système, une taxe de vente fédérale qui est imposée généralement et qui est dans tous les produits, finalement, plus ou moins. Nous allons l'enlever, nous allons aussi accorder des crédits, de sorte que les gens qui pourraient être pénalisés par cette taxe, à plus faible revenu, vont avoir plus d'argent dans leurs poches après qu'avant.

En outre, en injectant dans l'économie 9 milliards de dollars, plus de gens travailleront, ils auront de meilleurs salaires et ils pourront acheter plus de livres.

* * *

[Traduction]

LA CONSTITUTION

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, je m'adresse au vice-premier ministre. La question que nous trancherons aujourd'hui se fonde réellement sur la confiance. Les Canadiens se demandent pourquoi il faudrait croire le premier ministre, qui a déclaré ce matin qu'il veut constituer un comité des Communes et du Sénat pour redresser et moderniser les institutions canadiennes, alors que celui qu'il a nommé Président du Sénat s'apprête à clore le débat sur la TPS et à en forcer l'adoption.

Le premier ministre ne comprend-il pas que qui détruit et corrompt nos institutions, ne peut les guérir?

M. le Président: Le député voudra bien reprendre sa question dans des termes moins provocateurs.

M. Tobin: Oui, monsieur le Président. Je vais formuler ma question au vice-premier ministre autrement, par respect pour le Président de cette Chambre.

La question que j'adresse au vice-premier ministre est la suivante: comment les Canadiens peuvent-ils croire que le gouvernement est sérieux lorsqu'il déclare qu'il veut prendre des initiatives pour redresser nos institutions, les moderniser et mieux les adapter à notre temps quand il est lui-même en train de détruire ces institutions?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je suis étonné que le député, qui a eu une carrière parlementaire aussi remarquable, se permette de parler en termes aussi injurieux et antiparlementaires du Président de l'autre endroit.

Il devrait peut-être y repenser à deux fois avant de parler ainsi, car franchement, monsieur le Président. . .

Des voix: Oh, oh!

M. Mazankowski: Il n'y a aucun doute, monsieur le Président, que, après huit mois d'examen à l'autre endroit, il est temps d'en arriver à une décision. Il est temps de mettre la question au voix, et il incombe au Président de maintenir l'ordre et de veiller à ce que. . .

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Passons à un autre sujet. Le député de Winnipeg Transcona.

* * *

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): Monsieur le Président, il est intéressant d'entendre les libéraux protester et s'emporter sans grande conviction.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Je demande au député de poser sa question.

M. Blaikie: Monsieur le Président, les libéraux ont lutté contre la TPS comme David Peterson a lutté contre l'Accord de libre-échange, en faisant un ricochet par le Japon. Les sénateurs libéraux ont eu maintes fois l'occasion de vaincre la TPS, mais n'ont pas su en profiter.

Des voix: Bravo!